

Au travail et partout, détruisons le racisme et le fascisme !

Le gouvernement persiste dans sa politique autoritaire, répressive, raciste et xénophobe avec sa loi immigration et sa circulaire Retailleau. Alors que les actes et violences racistes se multiplient sur le territoire et au travail, il reprend encore aujourd'hui les idées et les discours de l'extrême droite !

Selon l'enquête de victimation, 1 million de personnes affirme être victime de racisme chaque année et 96% d'entre elles n'ont pas porté plainte. (INSEE-ONDRP). 55% des plaintes pour racisme sont classées sans suite selon le Ministère de la Justice. La loi immigration du 19 décembre 2023, s'en prend à 5,6 millions d'habitants soit 8,6% de la population en France qui compte 68 millions d'habitants. Selon le CRAN (Conseil représentatif des associations noires), 91% des personnes noires s'estiment victimes de racisme dans leur vie de tous les jours.

C'est toute la société qui est traversée par ce système de domination. Ainsi, le travail n'est pas épargné par ces discriminations puisque :

- les travailleur•ses sans-papier subissent des conditions de travail dégradées au détriment de leur santé et de leur sécurité. Il leur est par ailleurs interdit de travailler alors même que le fait d'avoir un travail est une condition importante de leur régularisation. C'est le cas d'la, mère de famille expulsée, seule, vers la Géorgie au mois de février dernier ;
- à niveau de diplôme équivalent les discriminations à l'embauche qui visent les travailleur•ses racisé•es sont toujours aussi fortes ;
- les politiques islamophobes se poursuivent dans les établissements scolaires sommés d'organiser une chasse à l'abaya et dans les associations qui imposent de plus en plus souvent des clauses de neutralité à ses salariées voilées.

Avec la circulaire Retailleau, les préfectures accentuent les logiques d'expulsions particulièrement à Strasbourg où les files d'attente participent d'une véritable fabrique de sans papiers par la lenteur des démarches (Rue89 Strasbourg). Le sort fait aux étranger•es, même ceux et celles en situation régulière, reste inadmissible. Après avoir passé tout l'hiver dans le parc Eugène Imbs à Strasbourg, une centaine de personnes attend toujours une solution d'hébergement durable qui ne soit pas le gymnase Hans Arp réquisitionné lors du démantèlement du camp il y a plus d'un mois. Alors qu'un toit pour tous devrait être la règle, des collectifs d'enseignant•es et de parents à Strasbourg se battent encore aujourd'hui pour que les pouvoirs publics respectent les Droits des enfants scolarisés dans les écoles et établissement. Dans les quartiers populaires, les morts impliquant les forces de l'ordre continuent à être passées sous silence comme c'est le cas de Hocine Bouras à Colmar en 2014 ou d'Enzo Weiss à Strasbourg en 2023.

La société française est profondément traversée et structurée par un système raciste hérité de la colonisation. Ce système de domination hiérarchise les vies humaines et les droits en fonction de leur origine, leur religion ou leur culture. Cela peut se traduire par des comportements individuels et interpersonnels discriminants et oppressants jusqu'à des discours idéologiques qui théorisent l'exclusion et la domination de certains groupes sur d'autres en passant par l'institutionnalisation des discriminations dans le cadre de la loi et des structures sociales. On parle alors de racisme d'Etat qui met en application des idées de l'extrême droite et accélère son arrivée au pouvoir.

L'Union syndicale Solidaires Alsace appelle à manifester le 22 mars sur tout le territoire dans le cadre de la journée internationale de lutte contre le racisme et le fascisme. Elle continuera à lutter avec celles et ceux qui subissent les oppressions racistes au travail, dans nos quartiers et dans la société. Nous continuerons à nous battre pour la justice, pour l'égalité des droits, contre le racisme, pour la régularisation des travailleurs-ses sans papiers, la liberté de circulation, la réquisition des logements vacants et une société juste et libre d'oppressions !

MANIFESTATIONS DU 22 MARS

Haguenau – place de la République – 11H

Strasbourg – Place Kléber – 15H

Colmar – Préfecture – 14H

Mulhouse – Place Franklin – 14H30